

# SHARE WATER

TECHNICAL JOURNAL / REVUE TECHNIQUE

N°2 - DECEMBER 2015

Knowledge  
Management & Sharing



Gestion et Partage  
des connaissances

## **RASOP-AFRICA A SANITATION PROJECT / UN PROJET D'ASSAINISSEMENT**

**EDITO** : SHARING FOR PROGRESS (by Lakhdar BOUKERROU)

**EDITO** : PARTAGER POUR PROGRESSER (PAR Lakhdar BOUKERROU)

**PROSPECTS** : RASOP-AFRICA, SANITATION PROJECT FOR AFRICA

**LUCARNE** : RASOP-AFRICA, PROJET D'ASSAINISSEMENT POUR TOUTE L'AFRIQUE

**EVENT** : COP 21 : A GREEN CLIMATE FUND IS ESTABLISHED

**EVENEMENT** : COP 21 : UN FOND VERT POUR LE CLIMAT VOIT LE JOUR

### PARTAGER POUR PROGRESSER



L'accès aux services d'eau, d'hygiène, et d'assainissement demeure précaire sur le continent africain. En effet, selon le rapport 2013 du programme conjoint de suivi de l'approvisionnement en eau et assainissement en Afrique (UNICEF/OMS) le taux de couverture en assainissement en Afrique Subsaharienne, est inférieur à 50%. Il est en dessous de la barre de 5% pour ce qui concerne la couverture en point d'eau. C'est une situation qui est dommageable à l'ensemble de la communauté, et particulièrement aux femmes qui payent le plus lourd tribut, elles qui supportent jusqu'à 72%, la charge de la collecte de l'eau domestique.

Une des solutions pour remédier à cette situation est une meilleure gestion des connaissances et un partage approprié des informations (leçons apprises, etc.) sur le secteur qui s'appuie sur des outils concrets pour améliorer l'opérationnalité des acteurs du secteur. Les arbres à palabre, fora, voyages d'étude, conférences, bibliothèques, ateliers et autres, sont autant de moyens d'échanges et de partages qui ont été, et qui restent encore de nos jours, des lieux et des outils de dissémination de bonnes pratiques. Certes, à l'échelle du continent, la gestion des connaissances et le partage de l'information se heurtent à des difficultés majeures qui ont pour nom, notamment: L'hétérogénéité des langues (l'Afrique compte pas moins de 15 différentes langues officielles), la cherté et l'insuffisance des sessions de formation, le faible intérêt accordé au volet de gestion des connaissances et partage des informations, ou encore l'absence de plateformes spécialisées dans ces domaines.

Heureusement, ces insuffisances ne constituent pas une fatalité car des remèdes existent. Ils exigent une volonté avérée de rendre disponible les expériences, les techniques, les rapports, et tout autre support d'informations et de connaissances. Cela demande, également, qu'un plaidoyer soit fait auprès des gouvernements africains et des partenaires techniques et financiers en faveur de financements pour une meilleure gestion des connaissances et de partage des informations. Enfin, la qualité des outils de dissémination (internet, magazines, etc.) doit être améliorée.

Des organisations régionale, telles que l'Association Africaine de l'Eau, devraient aussi jouer un rôle important dans ce processus. A travers elles, le secteur en Afrique pourrait se développer en bénéficiant d'une meilleure intégration de la composante gestion des connaissances et partage de l'information ainsi que la disponibilité d'une infrastructure de dissémination de qualité et appropriée. Il n'est plus nécessaire de démontrer l'importance et le rôle des connaissances et de l'information dans le développement du secteur. L'Age de l'Information est là et nous devons nous positionner et positionner le secteur pour en tirer profit afin de servir les besoins d'une population Africaine aussi diverse que grandissante.

**Dr. Lakhdar BOUKERROU**

*Directeur Régional -USAID WA-WASH, Professeur Associé de recherches, Co-Directeur du Groupe International sur l'eau à Florida International University (FIU)*

### SHARING FOR PROGRESS

Access to water, hygiene, and sanitation services remains limited in Africa. According to the 2013 report from the Joint Monitoring Program for Water Supply and Sanitation in Africa (UNICEF/WHO), the sanitation coverage rate in Sub-Saharan Africa is less than 50%. It is below the bar of 5% with regard to the coverage of water points. This is a damaging situation to the whole community, especially women who pay the heaviest price, bearing as they are up to 72% of the burden of collecting domestic water.

One way to solve this situation is a better knowledge management and sharing of appropriate information (lessons learned, etc.) on the sector, based on specific tools to improve the operational capability of the sector. Palaver trees, fora, study tours, conferences, libraries, workshops and others, are all means of exchange and sharing that have been and remain to this day, places and tools for the dissemination of good practices. It is true that at the continental level, knowledge management and information sharing is facing major challenges that include the heterogeneity of languages (Africa has no less than 15 different official languages ), expensive and inadequate training sessions, the scant interest shown in the knowledge management and information sharing component, or the lack of specialized platforms in this area.

Fortunately, the failure in this area which is very important for the development of the water, hygiene and sanitation sector in Africa is not inevitable because remedies do exist. They require a demonstrated willingness to make experiences, techniques, reports, and any other information and knowledge medium available. That also calls for advocacy work with African governments, technical and financial partners for funding for better knowledge management and information sharing. Finally, the quality of the dissemination tools (internet, magazines, etc.) must be improved.

Regional organizations such as the African Water Association should also play an important role in this process. Through them, the sector in Africa could grow by enjoying a better integration of the knowledge management and information sharing component and the availability of a quality and appropriate dissemination infrastructure. It is no longer necessary to demonstrate the importance and role of knowledge and information in the development of the sector. The Information Age is here and we need to position ourselves and position the sector to benefit from it in order to cater to the needs of the diverse and growing African population.

**Dr. Lakhdar BOUKERROU**

*Regional Director -USAID WA-WASH, Associate Research Professor, Co-Director of the International Water Group, Florida International University (FIU)*

## RASOP-AFRICA : UN PROJET D'ASSAINISSEMENT POUR LA SANTE ET LE BIEN ETRE DES POPULATIONS

L'AAE en collaboration avec la Fondation Bill et Melinda Gates a mis en place un programme ambitieux d'assainissement, en vue de l'amélioration de la gestion des boues de vidange dans les zones urbaines, et pour rendre meilleures la qualité et la couverture des services autonomes d'assainissement pour au moins 1 million de personnes en Afrique sub-saharienne. Le projet se nomme RASOP-Africa, entendez : Renforcement des Partenariats des Opérateurs d'Assainissement en Afrique pour des Investissements Optimaux en Infrastructure

Par ce projet, l'Association Africaine de l'Eau va contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être des populations en Afrique sub-saharienne grâce à une amélioration de l'accès aux services d'assainissement urbains durables, en raison de l'augmentation des investissements dans l'assainissement urbain et d'une plus grande efficacité des services d'assainissement autonome et de gestion des boues de vidange fournis par les services publics d'assainissement/les municipalités.

### OBJECTIF

Ce partenariat vise 5 objectifs majeurs, à savoir :

- *Adapter et diffuser des guides techniques afin de promouvoir l'assainissement durable, y compris les services d'assainissement autonome et la gestion des boues de vidange*
- *Renforcer les capacités des sociétés d'assainissement/ municipalités à travers les partenariats pour obtenir des financements pour l'assainissement urbain*
- *Apporter un appui aux sociétés d'assainissement / municipalités pour élaborer des plans stratégiques d'assainissement et mettre en place un cadre réglementaire favorable à l'inclusion des petits opérateurs de gestion de boues de vidange et de toilettes publiques*
- *Améliorer la gouvernance et la responsabilité de l'équipe de gestion des programmes de l'AAE de sorte à avoir des produits de haute qualité et un impact à long terme du programme*

### BENEFICIAIRE

Le projet concerne essentiellement des bénéficiaires directs tels que :

- *les sociétés publiques d'assainissement/les municipalités,*
- *les petits prestataires de services d'assainissement, les consultants,*
- *le personnel et les directeurs des sociétés d'assainissement,*
- *les autorités locales dans les 5 pays/villes cibles.*

Et aussi des bénéficiaires indirects, notamment :

- *un million de personnes des 5 villes ciblées,*
- *les autorités nationales et locales des pays /villes cibles,*
- *les décideurs, les écoles et les universités.*

### DUREE

Ce projet s'étendra sur une période de 3 ans à savoir de Décembre 2015 à Octobre 2018.

## PROSPECTS

### RASOP-AFRICA: A SANITATION PROJECT FOR THE PEOPLE'S HEALTH AND WELL BEING

AfWA, in cooperation with the Bill and Melinda Gates Foundation, has set up an ambitious sanitation program to improve the management of fecal sludge in urban areas and to improve the quality and coverage of private sewage disposal for at least 1 million people in sub-Saharan Africa. The project is called RASOP-Africa, meaning Strengthening the partnerships of sanitation operators in Africa for optimal infrastructure investments.

Through this project, the African Water Association will contribute to improving the health and well-being of the people in sub-Saharan Africa through improved access to sustainable urban sanitation services, thanks to increased investments in urban sanitation and greater efficiency of private sewage disposal and fecal sludge management provided by public sanitation services/municipalities.

#### OBJECTIVES:

This partnership has 5 major objectives, namely:

- *Adapt and disseminate technical guides in order to promote sustainable sanitation, including private sewage disposal services and fecal sludge management*
- *Build the capacities of sanitation utilities/municipalities through partnerships for urban sanitation funding*
- *Provide support to sanitation utilities/municipalities to develop strategic sanitation plans and set up a regulatory framework conducive to the inclusion of small fecal sludge management operators and public conveniences;*
- *Improve governance and accountability of the AfWA program management team so as to have high quality products and achieve a long-term impact of the program.*



#### BENEFICIARIES

The project will mainly focus on direct beneficiaries such as:

- *Public sanitation utilities/municipalities,*
- *Small sanitation service providers, consultants,*
- *The staff and directors of sanitation utilities,*
- *Local authorities in the five target countries/cities.*

And indirect beneficiaries namely:

- *One million people in five cities targeted,*
- *National and local authorities in the countries/cities targeted,*
- *Policymakers, schools and universities*

#### PERIOD:

This project will cover a 3-year period, that is, from December 2015 to October 2018

### LES COMMUNICATEURS DE L'AAE S'APPROPRIENT LA PLATEFORME NUMERIQUE DE GESTION ET PARTAGE DES CONNAISSANCES

L'Association Africaine de l'Eau (AAE) a organisé, le mercredi 25 novembre 2015, un atelier de vulgarisation de sa plateforme numérique dédiée à la gestion et au partage des connaissances dans le secteur eau, assainissement, hygiène. Les travaux qui se sont tenus dans le cadre des assises du Conseil Scientifique et Technique, réuni du 23 au 27 novembre 2015 à Nairobi, visaient à favoriser l'appropriation de la plateforme par les communicateurs des sociétés d'eau et d'assainissement, et à promouvoir un environnement de partage des connaissances utiles et nécessaires pour le renforcement des capacités et la pérennisation des bonnes pratiques.



Une vingtaine de personnes, majoritairement membres de la Task Force Communication et partage des connaissances du Conseil Scientifique et Technique, ont pris part à cet atelier de vulgarisation. A l'ouverture des travaux, Jean Michel KLICAN, Directeur du centre de formation de la Société Nationale des Eau du Bénin (SONEB), et président de la Commission Spécialisée Management du CST, a rappelé les objectifs de l'atelier et insisté sur l'apport de chacun des participants, surtout des communicateurs, à la dynamisation de la Plateforme et de la Task-Force.

Cette rencontre a été rendue possible grâce à l'appui technique et financier de l'USAID WA-WASH, dans le cadre du projet de mise en place d'une plateforme de Gestion et Partage de Connaissances qui vise à pérenniser les réalisations, les savoir-faire, les expériences des uns et des autres dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique. C'est dans cette optique que Lakhdar BOUKERROU, Directeur Régional USAID WA WASH, a présenté une communication sur les enjeux du partage des connaissances dans le secteur eau, assainissement, hygiène, et sur la question de la maîtrise de la production des informations utiles. Car, a-t-il expliqué, pour un meilleur partage, il est important de cerner le processus de transformation des données recueillies. A sa suite, le responsable des TIC de l'Association Africaine de l'Eau, a présenté aux participants, la plateforme numérique et ses fonctionnalités, puis les représentants de la Ghana Water ont partagé, avec les participants, une succes story : A savoir, le plan d'amélioration des performances qui a permis à la société d'optimiser son rendement en 100 jours.

Le Conseil scientifique et technique, est l'organe permanent de l'Association Africaine de l'Eau. Il est constitué par les Membres de l'Association Africaine de l'Eau, et a pour mission d'étudier les problèmes d'ordre Managérial, Juridique, Financier, Scientifique et Technique liés au Secteur de l'eau et de l'Assainissement auxquels ses Membres peuvent être confrontés. A cet effet il organise des études, des sessions techniques, entreprend des programmes de renforcement de compétences et des séminaires en vue de proposer des solutions adaptées aux divers problèmes du secteur. Il est constitué de comités spécialisés au sein desquels on retrouve des Task Force.

La Task Force Communication et Partage des Connaissances regroupe les communicateurs des sociétés membres de l'AAE. Ce groupe est chargé de renforcer le partage de connaissances au niveau de l'organisation pour pallier le déficit de communication. Il participe à la gestion et à l'approvisionnement de la plateforme et en fait la promotion auprès des autres acteurs du secteur.



### AfWA COMMUNICATION EXPERTS TAKE OWNERSHIP OF THE DIGITAL KNOWLEDGE MANAGEMENT AND SHARING PLATFORM

On Wednesday, November 25, 2015, the African Water Association (AfWA) organized a workshop to inform about its digital platform dedicated to the management and sharing of knowledge in the water, sanitation, hygiene sector. The session, which was held as part of the Scientific and Technical Council meeting from November 23 to 27, 2015 in Nairobi, aimed to promote ownership of the platform by communication experts of water and sanitation utilities, and foster an environment conducive to the sharing of knowledge useful and necessary for capacity building and the sustainability of good practices.

About twenty people, mostly members of the Communication and Knowledge Sharing Task Force of the Scientific and Technical Council, took part in this information workshop. At the opening session, Jean Michel KLICAN, Director of the training center of the National Water Utility of Benin (SONEB), and Chair of the STC' Specialized committee n°1, in charge of the management, recalled the objectives of the workshop and stressed the contribution of each participant, especially communication specialists to the revitalization of the Platform and the Task Force.

This workshop has been organized thanks to the technical and financial support of USAID WA-WASH as part of the proposed establishment of a Management and Knowledge Sharing Platform which aims to make achievements sustainable, that is, the know-how, various people's experiences in the water, sanitation and hygiene sector in Africa. Lakhdar BOUKERROU, USAID WA WASH Regional Director, accordingly presented a paper on the challenges of sharing knowledge in the water, sanitation, hygiene sector, and the issue of the control of the production of useful information. Because, he explained, for a better sharing, it is important to understand the transformation process of the data collected. After him, the ICT Officer of the African Water Association presented to the participants, the digital platform and its features, then the Ghana Water representatives shared with the participants a success story: that is, the performance improvement plan that has allowed the utility to optimize its performance in 100 days.

The Scientific and Technical Council is the permanent organ of the African Water Association. It consists of the Members of the African Water Association, and its mission is to study the Managerial, Legal, Financial, Scientific and Technical problems related the water and sanitation sector which Members may face. To this end, it organizes studies, technical sessions, conducts capacity building programs and seminars to offer solutions to the various problems of the sector. The STC consists of specialized committees that include Task Forces.

The Communication and Knowledge Sharing Task Force includes communication experts from member utilities of AfWA. This group is responsible for enhancing the sharing of knowledge in the organization to overcome the communication gap. It participates in the management and supply of the platform and promotes it with other stakeholders of the sector.

### WATER SAVING: A PROJECT TO REDUCE THE EXPENSES OF THE STATE AND FAMILIES



Côte d'Ivoire was chosen to host a water saving project initiated by the African Water Association in collaboration with the National Drinking Water Office, the Water Utility of Côte d'Ivoire (SODECI) and the Danish company ECOBETA. At the end of the implementation of the first phase of the project, a validation workshop was held on Tuesday, November 17, 2015 at the headquarters of SODECI in Abidjan to present the results of this experimentation.

The event brought together representatives of the Ivorian authorities and administrative bodies and project partners to take stock, after six months of project implementation and consider the prospects.

At the opening of the workshop, Mr. Dominique Da Cruz, Deputy Managing Director of SODECI, highlighted the importance of this pilot project. SODECI, he said, «manages drinking water daily and is therefore interested in the topic of water efficiency. The conclusions of this review workshop will therefore be very useful.» After him, Sylvain Usher, Executive Director of AfWA, referring to the issue of climate change, said that this is a problem that not only causes natural disasters but also affects water resources, which may, over time, become scarce. Therefore, he went on, the issue of water conservation has become an emergency, hence the importance of this pilot project. The workshop was therefore organized to share the results of the project after six months of implementation, identify the problems experienced and build on the lessons learned. The main reason for the workshop to launch the second pilot project, still in Abidjan, is to confirm the results of the first one.

During the workshop, several presentations were made by various players involved in the implementation of the project. These presentations showed the savings achieved through innovative equipment offered by ECOBETA. The first phase of the project mainly targeted public administrative buildings recognized as places of high levels of water wastage. Thus, 5 services were equipped with écoBETA equipments.

For all the sites, it must be noted that overall water savings of 38% were observed after nearly five months of implementation; which is equal to a potential saving of 3,000,000 CFA francs per year. This saving was achieved despite leaks that limited wastage reduction and consumption rationalization. The reduction of the expected water consumption with the installation of écoBETA mechanisms, estimated to be about 40%, was therefore achieved by the project.

### ECONOMIE D'EAU : UN PROJET POUR REDUIRE LES CHARGES DE L'ETAT ET DES FAMILLES

La Côte d'Ivoire a été choisie pour abriter un projet d'économie d'eau initié par l'Association Africaine de l'Eau en collaboration avec l'Office Nationale de l'Eau Potable, la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI), et la société danoise ECOBETA. A la fin de l'implémentation de la 1ère phase du projet, un atelier de restitution a été organisé le mardi 17 novembre 2015, au siège de la SODECI, à Abidjan, pour présenter les résultats de cette expérimentation.



L'évènement a rassemblé des représentants des autorités et structures administratives ivoiriennes et partenaires au projet pour faire le point, après six mois d'exécution du projet, et envisager les perspectives.

A l'ouverture de l'atelier, M. Dominique Da CRUZ, Directeur Général Adjoint de la SODECI, a relevé l'intérêt de ce projet pilote. La SODECI, a-t-il dit, « gère au quotidien l'eau potable et est donc pré-occupée par le thème de l'économie d'eau. Les conclusions de cet atelier de restitution seront donc très utiles ». A sa suite, M. Sylvain Usher, Directeur Exécutif de l'AAE, évoquant la problématique du changement climatique, a indiqué qu'il s'agit d'un problème qui, non seulement, engendre des catastrophes naturelles mais affecte aussi les ressources en eau, qui risquent au fil des années de se raréfier. Par conséquent, a-t-il poursuivi, la question de l'économie de l'eau devient donc une urgence d'où l'importance de ce projet pilote. L'atelier a donc été organisé en vue de passer en revue les résultats du projet après six mois d'exécution, de relever les problèmes rencontrés et de mettre à profit les leçons apprises. Il s'agissait, également, de procéder au lancement du 2ème projet pilote, toujours à Abidjan, qui permettra de confirmer les résultats de ce premier projet pilote.

Au cours de l'atelier, plusieurs exposés ont été faits par les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, et qui ont montré les économies réalisés grâce aux équipements innovants proposés par ECOBETA. La première phase du projet a essentiellement visé les bâtiments administratifs publics, reconnus comme étant des lieux d'importants gaspillages d'eau. Ainsi, 5 services ont été équipés de dispositifs écoBETA.

Pour l'ensemble des sites, il est à noter que des économies d'eau globales de 38% ont été observées après près de cinq mois de mise en œuvre; ce qui équivaut à une économie potentielle de 3.000.000 FCFA par an. Cette économie a été réalisée malgré la présence de fuites qui ont mitigé la réduction du gaspillage et la rationalisation de la consommation. La réduction de la consommation d'eau attendue avec l'installation des mécanismes écoBETA, estimé à environ 40%, a donc été atteinte par le projet.



## ZOOM SUR PARIS

### UN FONDS VERT POUR LE CLIMAT VOIT LE JOUR

**Les lampions se sont éteints au Bourget, en banlieue parisienne, sur la COP 21, la conférence sur le climat. Après 11 jours d'intenses tractations, du 30 novembre au 12 décembre 2015, sur le drame climatique, les participants sont repartis, satisfaits d'avoir obtenu un accord à la hauteur de leurs attentes.**

« L'urgence de l'action face à un constat scientifique catastrophique : la rentabilité d'une transition vers une économie verte. » C'était le thème de cette conférence internationale dont l'objet était de bâtir une « alliance de Paris pour le climat », qui permette de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en-dessous de 2°C d'ici 2100 et d'adapter nos sociétés aux dérèglements existants.

Le projet d'accord final, au terme de ces onze jours de tractations, est présenté comme « juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant ». Le projet confirme l'objectif « de contenir l'augmentation de la température moyenne bien en deçà de 2°C et de s'efforcer de limiter cette augmentation à 1,5 °C, ce qui permettrait de réduire significativement les risques et les impacts liés au changement climatique ».

L'Afrique pourrait pourtant être une des zones les plus touchées par le réchauffement climatique. Sans action politique déterminante, la température globale pourrait augmenter de 4°C d'ici la fin du siècle et les migrants climatiques en provenance d'Asie et d'Afrique se compteraient en millions.

A la COP21, l'enjeu pour les pays africains était de s'assurer qu'un accord inclusif et ambitieux soit signé. Leurs attentes, semble-t-il, ont été en partie satisfaites. En effet, les pays riches (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Union européenne, Suède, Pays-Bas) ont consenti à mettre en jeu 100 milliards de dollars, par an, à partir de 2020 pour le financement des énergies renouvelables en Afrique.

Selon les statistiques, l'Afrique n'émet dans l'atmosphère que quelque 4 % du CO<sub>2</sub>, alors qu'elle en subit les retombées autant que les pays fautifs. Sinon plus. C'est pourquoi, elle a usé avec ténacité de son argument massue : « Que les pollueurs paient ».

## ZOOM IN ON PARIS

### A GREEN CLIMATE FUND IS ESTABLISHED

**The curtains have been drawn on the COP 21, the climate conference, at Le Bourget, in the Paris suburbs. After 11 days of intense negotiations on the climate drama, from November 30 to December 12, 2015, the participants left, satisfied that they have reached an agreement that lives up to their expectations.**

“Urgency of action in the face of a catastrophic scientific observation: the profitability of a transition to green economy.” This was the theme of this international conference whose purpose was to build a «Paris alliance for the climate», which will make it possible to keep the average rise of the global temperature below 2°C by 2100 and to adapt our societies to the existing disturbances.

The final draft agreement, after these eleven days of negotiations, is presented as «just, lasting, dynamic, balanced and legally binding.» This draft confirms the objective «to contain the rise in average temperature well below 2 ° C and strive to limit the increase to 1.5 ° C, which would significantly reduce the risks and impacts related to climate change.»

Africa could yet be one of the most affected areas by global warming. Without decisive political action, global temperatures could rise by 4 degrees C by the end of the century and climate migrants from Asia and Africa would be counted in millions.

At COP21, the challenge for African countries was to ensure the signature of an inclusive and ambitious agreement. Their expectations, it seems, were partially met. Indeed, developed countries (Canada, France, Germany, Italy, Japan, United States of America, United Kingdom, European Union, Sweden, The Netherlands) agreed to stake 100 billion dollars per year from 2020 to finance renewable energies in Africa.

According to statistics, Africa emits into the atmosphere only about 4% CO<sub>2</sub>, while it suffers from the impact as much as the polluting countries, if not more. That's why, the continent used tenaciously its key argument: «polluters must pay.»

## LE PROJET DU MOIS

### ECONOMIE D'EAU : L'AAE EXPERIMENTE DU MATERIEL INNOVANT

Partout dans le monde, on constate une baisse de la qualité de l'eau et des réserves disponibles. Environ 75 % de la population rurale et 20 % de la population urbaine mondiale ne bénéficient pas d'un accès direct à de l'eau non contaminée. Le problème de la gestion de l'eau se pose donc, aussi bien, dans les grandes agglomérations urbaines que dans les zones rurales. L'Association Africaine de l'eau (AAE) soucieuse de participer à la bonne gestion des ressources en eau et à la réduction des coûts de consommation des institutions, organisations publiques et privées, ainsi que les ménages, a initié, en partenariat avec la société danoise, ecoBETA, un projet d'économie d'eau.

La société danoise ecoBETA développe une technologie novatrice, avec des dispositifs qui s'installent principalement dans les toilettes, pour pallier les limites des mécanismes de chasses d'eaux ordinaires et sur les bouts des robinets pour réduire le débit ; ce qui permet d'éviter le gaspillage.

L'AAE, pour la mise en œuvre de ce projet, collabore avec deux de ses membres actifs : l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) et la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI). Le projet consiste principalement à remplacer les dispositifs de chasse d'eau et les accessoires de robinets de douches et de cuisine existants, avec pour objectif de réaliser jusqu'à 40% d'économie en eau.

#### OBJECTIFS DU PROJET

Le projet vise à valoriser des technologies novatrices afin de réduire les coûts de consommation en eau chez les usagés.

#### IDENTIFICATION DES SITES

Une équipe du SDEE (le Service des Dépenses d'Eau de l'Etat) de l'ONEP a effectué une visite de terrain, les jeudi 23 et vendredi 24 avril 2015, afin d'identifier les sites susceptibles d'abriter le projet. Les critères de choix de sites étaient entre autres la zone géographique, la stabilité dans l'évolution de la consommation mensuelle sur les trois dernières années, le nombre de WC, le type de WC installés, la stabilité du nombre d'utilisateurs, l'existence d'un service d'entretien des points d'eau. Sur la base de ces critères, et après les visites effectuées, sept sites ont été identifiés. Il s'agit de quatre bâtiments administratifs accueillant un nombre plus ou moins élevé de visiteurs, et de trois domiciles privés.

#### LE DEROULEMENT

Durant le premier trimestre, des équipes de ces trois structures (AAE, SODECI, ONEP) ont effectué des réunions techniques suivies de visites de terrain pour identifier les sites qui seraient équipés de dispositifs de chasse d'eau et de robinetterie en vue de voir l'évolution de leur consommation d'eau et des économies réalisées.

#### RESULTATS

Pour l'ensemble des sites, il est à noter que des économies d'eau globales de 38% ont été observées après près de cinq mois de mise en œuvre. Ce qui équivaut à une économie potentielle de 3.000.000 FCFA par an. Cette économie a été réalisée malgré la présence de fuites qui ont mitigé la réduction du gaspillage et la rationalisation de la consommation. L'objectif de réduction de la consommation d'eau attendu avec l'installation de ces dispositifs, estimé à environ 40%, a donc été atteint.

#### PERSPECTIVE

La première phase du projet a permis de réaliser une économie d'eau notable. Après les organismes étatiques et les quelques ménages étudiés, le projet s'étend vers une centaine de ménages de Cocody, Yopougon et Adjamé qui seront suivis sur une période de trois mois. Cette phase a pour objectif principal de tester les consommations d'eau dans les ménages, sur les modèles de chasse d'eau sanitaire présents sur le marché, et de les comparer à celles du modèle de chasse d'eau économique proposé par la société ecoBETA.

L'ONEP recommande, pour cette deuxième phase, que l'accent soit mis sur la sensibilisation pour le changement de comportement et que les jeunes professionnels s'impliquent davantage.



## THE PROJECT OF THE MONTH

### WATER SAVING: AfWA IS TESTING INNOVATIVE EQUIPMENT

All around the world, there is a decline in water quality and available reserves. About 75% of the rural population and 20% of the world's urban population do not have direct access to uncontaminated water. Water management issues are therefore the concerns of both large urban areas and rural areas. In a bid to participate in water resources management and to reduce consumption costs to institutions, public and private organizations, as well as households, the African Water Association (AfWA) has initiated, in partnership with the Danish company, ecoBETA, a water saving project.

The Danish company ecoBETA is developing an innovative technology, with equipments that are mainly installed in toilets to overcome the limits of ordinary water flushing mechanisms and on the ends of taps to reduce the flow, thereby avoiding wastage.

To implement this project, AfWA is working with two of its Regular Members: the National Drinking Water Office (ONEP) and the Water Utility of Cote d'Ivoire (SODECI). The project mainly consists in replacing the flushing equipments and existing showers taps and kitchen accessories, with the aim of achieving up to 40% water savings.

#### OBJECTIVES OF THE PROJECT

The project aims at developing innovative technologies to reduce water consumption costs for users.

#### IDENTIFICATION OF THE SITES

A SDEE (Department of the State's Water Expenditure) team from ONEP conducted a field visit, on Thursday and Friday, April 23 and 24, 2015, to identify the sites likely to host the project. The site selection criteria were, among other criteria, the geographical area, the stability in the evolution of the monthly consumption over the last three years, the number of water closets, the type of water closet installed, the stability of the number of users, the existence of a maintenance service of water points. Based on these criteria and after the visits made, seven sites were identified. There are four administrative buildings hosting a more or less high number of visitors, and three private homes.



#### PROGRESS OF THE EXPERIMENT

During the first quarter, teams of these three organizations (AfWA, SODECI, ONEP) conducted technical meetings followed by field visits to identify the sites which would be equipped with the ecobeta water flushing equipments and fittings in order to see the evolution of their water consumption and the savings made.

#### RESULTS

For all the sites, it must be noted that overall water savings of 38% were observed after nearly five months of implementation; which is equal to a potential saving of 3,000,000 CFA francs per year. This saving was achieved despite leaks that limited wastage reduction and consumption rationalization. The reduction of the expected water consumption with the installation of écoBETA mechanisms, estimated to be about 40%, was therefore achieved by the project.

#### PROSPECTS

The first phase of the project has achieved a notable water saving. After state agencies and some households surveyed, the project will extend to a hundred households in Cocody, Yopougon and Adjamé that will be monitored over a period of three months. The main objective of this phase is to test the water consumption in the households, on domestic flush models sold on the market and to compare them with those of the economic flush model proposed by the company ecoBETA.

ONEP recommends, for this second phase, the focus to be awareness-raising for behavioral change and for young professionals to be more involved.

## EVENEMENT

### **DU 22 AU 25 FEVRIER 2016 : CONGRES AfWA 2016**

Organisateur : AAE et Nairobi City Water and Sewerage Company  
Thème : L'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour l'Afrique  
Lieu : Nairobi, Kenya  
*Site web: [www.afwacongress2016.org](http://www.afwacongress2016.org)*

### **15 AU 16 MARS 2016 : AFRICA WATER SHOW**

Organisateur : TERRAPINN  
Lieu: Sandton Convention Center, Afrique du Sud  
*Site web: <http://www.terrapinn.com/exhibition/water-africa/index.stm>*

### **19 AU 20 AVRIL 2016 : GLOBAL WATER SUMMIT 2016**

Organisateur : Global Water Intelligence  
Lieu: in the Jumeirah Etihad Towers, Abu Dhabi  
*Site web: <http://www.watermeetsmoney.com/>*

### **JUILLET 2016 : CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

Organisateur : Association Africaine de l'Eau  
Lieu: Angola  
*Site web : <http://www.afwa-hq.org>*

### **9 AU 13 OCTOBRE 2016 : WORLD WATER CONGRESS AND EXHIBITION**

Organisateur : International Water Association  
Lieu : Brisbane, Queensland, Australia  
*Site web: <http://www.iwa-network.org/event/world-water-congress-exhibition-2016/>*

### **NOVEMBRE 2016 : CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

Organisateur : Association Africaine de l'Eau  
Lieu: Accra, GHANA  
*Site web: <http://www.afwa-hq.org>*

## EVENT

### **FROM FEBRUARY 22 TO 25, 2016: 2016 AfWA CONGRES**

Organizer: AfWA and Nairobi City Water and Sewerage Company  
Theme: Sustainable Access to Water and Sanitation for Africa  
Venue: Nairobi, Kenya  
*Website: [www.afwacongress2016.org](http://www.afwacongress2016.org)*

### **MARCH 15 to 16, 2016: AFRICA WATER SHOW**

Organizer: TERRAPINN  
Lieu: Sandton Convention Center, South Africa  
*Website: <http://www.terrapinn.com/exhibition/water-africa/index.stm>*

### **APRIL 19 to 20, 2016: GLOBAL WATER SUMMIT 2016**

Organizer: Global Water Intelligence  
Venue: in the Jumeirah Etihad Towers, Abu Dhabi  
*Website: <http://www.watermeetsmoney.com/>*

### **JULY 2016: SCIENTIFIC AND TECHNICAL COUNCIL**

Organizer: African Water Association  
Venue: Angola  
*Website: <http://www.afwa-hq.org>*

### **OCTOBER 9 to 13, 2016: WORLD WATER CONGRESS AND EXHIBITION**

Organizer: International Water Association  
Venue: Brisbane, Queensland, Australia  
*Website: <http://www.iwa-network.org/event/world-water-congress-exhibition-2016/>*

### **NOVEMBER 2016: SCIENTIFIC AND TECHNICAL COUNCIL**

Organizer: African Water Association  
Venue: Accra, GHANA  
*Website: <http://www.afwa-hq.org>*

# 18<sup>th</sup> International Water and Sanitation Exhibition



**KICC / NAIROBI - KENYA**  
22<sup>nd</sup> to 25<sup>th</sup> February 2016,

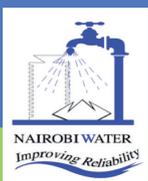
## **SUSTAINABLE ACCESS TO WATER AND SANITATION IN AFRICA**

Hydraulic and Sanitation Equipment - Metering - System Control Equipment - Computerization of water and Sanitation Utilities Management

## Conference topics

- PARTNERSHIPS
- GOVERNANCE
- SMART AND INNOVATIVE SOLUTIONS
- WATER AND ENERGY
- SANITATION SERVICES TO THE POPULATIONS
- FINANCING

[www.afwa-hq.org](http://www.afwa-hq.org)



**NIG-C**  
Créateur d'éphémère  
et de relations durables

